

Groupe Europe Ecologie - Les Verts

A Paris, le 18 juillet 2013

Monsieur le Premier Ministre,

Vous allez signer, vendredi 19 juillet 2013, avec le Président de Région et des Présidents de conseils généraux, en présence de Cécile Duflot et Frédéric Cuvillier, le protocole d'accord sur le financement du plan de mobilisation transports en Île-de-France.

Je me réjouis, avec les écologistes, de cette concrétisation de vos engagements du 6 mars 2013. Cela préfigure un investissement sans précédent dans les transports en commun et un virage indispensable vers la transition écologique.

Je me réjouis également que le gouvernement n'ait pas attendu le terrible accident de Breigny-sur-Orge pour engager cette orientation budgétaire vers les transports du quotidien. Cette tragédie, quelle que soit son origine, a mis en lumière les besoins criant d'investissements sur les réseaux et les infrastructures lourdes de transports ferrés.

Nous espérons ainsi que seront confortées les orientations prises en juin en faveur des transports régionaux, avec une remise en cause du « tout vitesse » et des LGV, que les écologistes dénoncent depuis longtemps.

Comment, en effet, continuer à financer des infrastructures dispendieuses, qui ne servent qu'une minorité de françaises et de français, uniquement tournées vers le développement économique et qui contribuent à augmenter des tarifs déjà à la limite du supportable pour la majorité des usagers du train en France ?

Ainsi, votre gouvernement s'apprête à faire face au défi de l'investissement ferroviaire, en redonnant la priorité au maillage fin et à l'égalité des territoires.

En Ile-de-France, l'égalité des territoires passe également par un renfort de l'investissement dans les transports du quotidien, mais aussi par une refonte complète de la tarification. J'aimerais donc vous interroger sur le financement de la mesure phare portée par la majorité régionale francilienne : le pass navigo unique.

Depuis 2010, nous portons avec Jean-Paul Huchon et l'ensemble des groupes politiques de la majorité cette mesure qui, en période de crise, apporterait une réelle amélioration au quotidien des millions d'usagers des transports en commun d'Ile-de-France.

La suppression des zones permettrait en effet de donner une réelle bouffée d'oxygène au pouvoir d'achat des ménages, notamment ceux qui habitent en grande couronne et qui payent un abonnement à 113,20 euros, quand ceux du centre de l'agglomération parisienne payent 70% moins cher un service bien plus développé.

En outre, le pass unique serait un formidable outil de lutte contre le réchauffement climatique, encourageant le report modal de la voiture individuelle vers les transports collectifs.

Conseil régional

57, rue de Babylone - 75359 Paris cedex 07 SP
Tél : 01 53 85 69 45 - Fax : 01 53 85 69 49

L'autre avantage de cette mesure serait de renforcer l'identité francilienne et le sentiment d'appartenance à un même territoire. En faisant tomber les barrières administratives et tarifaires, on construit des ponts entre les villes et les campagnes, on rassemble au lieu de diviser. Les habitants des zones rurales et péri urbaines attendent des actes qui leur démontrent qu'ils font bien partie d'une même communauté, solidaire et soucieuse du bien vivre ensemble.

N'ayant jusqu'à présent pas pu bénéficier du financement nécessaire à la suppression de toutes les zones tarifaires, la Région a engagé avec le STIF (syndicat des transports d'Idf) des étapes transitoires vers le pass navigo unique : suppression des zones 6 à 8, compléments de parcours, dézonage le week-end et l'été. Ces mesures sont plébiscitées par les Franciliens, qui attendent désormais que la Région tiennent totalement son engagement.

Ainsi, alors que vous vous apprêtez à signer un protocole sécurisant l'investissement dans les transports en commun en Île-de-France, quelles mesures comptez-vous prendre pour permettre aux élus régionaux de bénéficier de recettes de fonctionnement supplémentaires et de mettre en œuvre le pass navigo à tarif unique ?

Recettes de stationnement, harmonisation ou augmentation des taux du versement transports, modulation de la TIPP Grenelle etc. Des solutions existent pour donner les moyens aux élus locaux que nous sommes d'améliorer le quotidien de nos concitoyens.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, monsieur le Premier ministre, l'assurance de mes plus respectueuses et républicaines salutations.

Bien cordialement



Mounir Satouri
Président du groupe EELV au Conseil régional d'Île-de-France